



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

ARRETE

Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02424P0005
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

La Préfète de la région Centre-Val de Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°23-329 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature de la préfète de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

VU la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02424P0005 relative au projet d'installation de 64 modules d'abris agricoles à toiture photovoltaïque porté par la SCEA des Vents sur la commune de Thoré-la-Rochette (41), reçue complète le 8 janvier 2024 ;

VU la décision tacite, née le 13 février 2024, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

CONSIDERANT que le projet consiste en l'installation de 64 modules d'abris agricoles à toiture photovoltaïque sur un parcours de volailles existant, pour une puissance d'environ 500 kWc, au lieu-dit « Terres de Vaugouffart » à Thoré-la-Rochette (41) ;

CONSIDERANT que le projet relève de la catégorie 30° du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le projet est situé en zone agricole « A » au plan local d'urbanisme (PLU) de Thoré-la-Rochette, et qu'il permet l'opération ;

CONSIDERANT que le projet concourt notamment à l'atteinte des objectifs de production d'énergie renouvelable du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires de la région Centre-val de Loire ;

CONSIDERANT que le projet est prévu sur un secteur actuellement exploité et qu'il entraînera une imperméabilisation limitée du sol ;

CONSIDERANT que l'installation permettra de créer des zones ombragées et abritées des intempéries et des prédateurs aériens dans les parcours avicoles, améliorant par conséquent le confort animal ;

CONSIDERANT que le terrain d'accueil du projet se situe en dehors de tout zonage d'inventaire ou de protection concernant la biodiversité ;

CONSIDERANT, au vu des données disponibles sur le réseau zones humides, que le site du projet est potentiellement concerné par la présence d'une zone humide ; qu'il convient dès lors que le pétitionnaire réalise une étude spécifique « zone humides » et procède, le cas échéant, à une déclaration au titre de la loi sur l'eau, cette procédure permettant d'attester, le cas échéant, de l'absence d'impact du projet sur les zones humides ;

CONSIDERANT qu'il revient par ailleurs au pétitionnaire de prévenir par des mesures et dispositions constructives adaptées, tant en phase travaux qu'en phase de fonctionnement, tout risque de pollution des sols et des eaux ;

CONSIDERANT ainsi que le projet n'est pas de nature à avoir des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé humaine,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : La décision tacite, née le 13 février 2024, soumettant à évaluation environnementale le projet d'installation de 64 modules d'abris agricoles à toiture photovoltaïque porté par la SCEA des Vents sur la commune de Thoré-la-Rochette (41) est annulée.

ARTICLE 2 : Le projet d'installation de 64 modules d'abris agricoles à toiture photovoltaïque porté par la SCEA des Vents sur la commune de Thoré-la-Rochette (41) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

ARTICLE 4 : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le 21 février 2024
Pour la Préfète de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à : **Mme. la Préfète de la région Centre-Val de Loire**
Secrétariat général pour les affaires régionales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;

Le recours administratif préalable obligatoire (RAPO) doit être adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;

Le recours contentieux doit être adressé au : **Tribunal administratif**
28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet :
www.telerecours.fr